



Nations Unies

Assemblée générale

CPSD/496

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Quatrième Commission

20^e séance – après-midi

QUATRIÈME COMMISSION: L'OFFICE DE SECOURS POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE DOIT DISPOSER DE FONDS SUFFISANTS POUR HONORER SON MANDAT, DÉCLARENT DES DÉLÉGATIONS

Le budget annuel de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) est insuffisant pour subvenir aux besoins de base des 4,8 millions de réfugiés palestiniens, installés dans le Territoire palestinien occupé, au Liban, en Jordanie et en Syrie, ont constaté à regret la plupart des délégations qui sont intervenues cet après-midi, devant la Quatrième Commission, dans le cadre du débat sur les travaux de l'UNRWA.

Avec un déficit budgétaire estimé à 47,6 millions de dollars pour l'année 2011, et cela en dépit des coupes budgétaires de 53,2 millions de dollars dans ses dépenses-programmes pour 2011, la crise financière de l'Office, qui a été qualifiée de « structurelle » par de nombreuses délégations, risque d'avoir des conséquences sur la qualité et la portée des programmes qui sont au cœur du mandat de l'Office, ont souligné les délégations brésilienne et indienne. Cette situation est d'autant plus regrettable que l'UNRWA a, de tout temps, joué une précieuse fonction de stabilisation au Moyen-Orient, a fait valoir la délégation turque en soulignant que l'Office reste la principale source d'aide humanitaire aux réfugiés palestiniens sur le terrain.

L'une des voies pour restaurer à long terme la santé financière de l'UNRWA consisterait à reconsidérer la disposition de 1974 selon laquelle seule une infime partie des besoins financiers de l'UNRWA est couverte par le budget ordinaire de l'ONU. À ce titre, la délégation de la Suisse a souscrit à la recommandation du Secrétaire général visant à prélever 5 millions de dollars additionnels sur le budget ordinaire de l'ONU au profit de l'Office. D'autres délégations ont appuyé les efforts de l'Office pour élargir le cercle de ses bailleurs de fonds. À côté de ces propositions, un large consensus s'est dégagé des interventions, selon lequel l'aide humanitaire à apporter aux réfugiés palestiniens est une responsabilité collective de la communauté internationale tant qu'il n'y a pas de solution juste et durable au conflit israélo-palestinien, y compris en ce qui concerne la question des réfugiés palestiniens.

De son côté, Israël a réaffirmé son appui à la mission humanitaire de l'UNRWA. Le représentant israélien a invité les « voisins arabes » d'Israël à concrètement appuyer les travaux de l'Office en lui apportant un soutien financier tangible, soulignant que depuis 10 ans, aucun pays arabe ne figure parmi ses grands bailleurs de fonds. Il a également regretté que le projet de résolution sur l'UNRWA ne reflète pas « la collaboration étroite » qui « existe » entre les autorités israéliennes et l'Office et « ne dénonce nulle part les actes terroristes du Hamas ».

Soulignant que la question des réfugiés palestiniens est autant politique qu'humanitaire, la délégation du Liban a reflété la position défendue par les délégations de la plupart des pays arabes qui ont mis en avant le fait que la solution au conflit israélo-palestinien passe par une reconnaissance par Israël du droit au retour des réfugiés palestiniens.

Plusieurs intervenants ont indiqué le montant de leurs contributions à l'UNRWA et à l'Autorité palestinienne, à l'instar de ceux de l'Inde, de l'Australie ou encore du Japon.

La prochaine réunion de la Quatrième Commission aura lieu vendredi, le 4 novembre, à 10 heures. Elle commencera l'examen du point de son ordre du jour relatif aux pratiques israéliennes affectant les droits du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés.

Déclaration sur le Point 49

Prenant la parole sur le point 49 de l'ordre du jour, M. AUGUSTINE NWOSA (Nigéria) est revenu sur la lutte antimines et a présenté de nombreuses mesures prises par son gouvernement pour répondre à ce défi. Il a affirmé que tous les efforts de déminage ont été faits par le Gouvernement du Nigéria qui n'a reçu aucune aide extérieure, y compris du Fonds d'affectation spéciale. Le représentant a ensuite indiqué que le Nigéria dispose d'un plan d'assistance aux victimes dont il entend élargir les capacités. D'autres mesures sont en cours, notamment en matière de prévention et d'éducation aux dangers des mines ou de réintégration des victimes. Par ailleurs, 5 millions de dollars ont été alloués à l'assistance aux victimes en 2010, a-t-il ajouté, soulignant la volonté de son pays de consolider ces mesures.

OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIÉS DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT (A/66/13, A/66/13/Add.1, A/66/222, A/66/296, A/66/318 et A/66/520) [52]

Suite du débat général

M. HAIM ASSARAF (Israël) a réaffirmé le soutien israélien à la mission humanitaire de l'UNRWA. Il a affirmé que, compte tenu des considérations sécuritaires d'Israël, son gouvernement fait son possible pour faciliter les opérations de l'Office. Il en veut pour preuve le témoignage du Commissaire général de l'Office, M. Grandi, qui a fait état d'une coopération étroite avec les autorités israéliennes dans son intervention d'hier. C'est là, la réalité quotidienne qui est diamétralement opposée au texte de la résolution que la Commission s'apprête à voter, a regretté le délégué israélien. Fort de ce constat, il a dénoncé l'attitude anti-israélienne des projets de résolution, adoptés par la Quatrième Commission, qui ne reflètent pas la réalité sur le terrain.

Suite aux accusations portées contre Israël par certaines délégations, le représentant a tenu à faire le point sur « les faits », notamment que seuls les armes et les matériaux à « double usage » sont interdits d'accès à Gaza. Le blocus ne vise qu'à prévenir la contrebande d'armes du Hamas et d'autres organisations terroristes, a-t-il expliqué. Israël a le devoir fondamental à l'égard de ses citoyens d'arrêter le flux d'armes vers Gaza. Il a également précisé que le système pour l'entrée des biens civils à Gaza avait significativement été assoupli par le Gouvernement israélien, ce qui s'est traduit par une croissance économique importante (une croissance de 28% du PIB (produit intérieur brut) à Gaza au cours du premier trimestre 2011). Israël a également levé un grand nombre de barrages et de points de passage vers la Cisjordanie. Il a également rappelé qu'Israël avait approuvé 163 projets supervisés par la communauté internationale à Gaza, dont 40% doivent toujours être mis en œuvre. S'agissant des 62 projets d'écoles de l'Office qui ont été approuvés par Israël, le représentant a fait part de sa surprise d'entendre les responsables de l'UNRWA évoquer un besoin de 100 écoles à Gaza, alors même que des demandes en ce sens n'ont pas été présentées et les projets approuvés n'ont pas été finalisés. Il a regretté que le personnel de l'UNRWA ait, à certaines occasions, tenu des propos controversés, ce qui sape selon lui son impartialité et nuit à sa mission.

Soulignant qu'aucun pays arabe n'a été parmi les 10 principaux bailleurs de fonds de l'Office au cours des 10 dernières années, il a dénoncé leur propos inflammatoire à l'égard d'Israël, alors même qu'ils font très peu pour venir en aide aux réfugiés palestiniens et pour soutenir l'Office. Israël appelle par conséquent ses voisins arabes à renflouer les caisses de l'UNRWA. Le représentant a également rappelé que le Hamas a toujours le contrôle sur la bande de Gaza et en fait un épiscentre du terrorisme. Le Hamas continue également à perturber les efforts de la communauté internationale et les opérations de l'UNRWA, a-t-il souligné, citant, à titre d'exemple, les deux camps d'été de l'Office qui ont été incendiés cet été par le Hamas.

Ce qui l'amène à poser la question de savoir pourquoi les projets de résolution de la Quatrième Commission sur ce point ne mentionnent nulle part la reprise des violences que le Hamas continue à exercer contre l'Office et les civils israéliens? Sa délégation partage l'objectif de toutes les parties à régler le problème des réfugiés palestiniens dans le cadre d'une solution globale. Le Premier Ministre Netanyahu a appelé maintes fois à une reprise des négociations directes et espère que les Palestiniens donneront suite à ces appels, a conclu le représentant.

M. JEROBEAM SHAANIKA (Namibie), s'alignant sur la déclaration faite au nom du Mouvement des pays non alignés, a dit que la communauté internationale ne doit pas oublier la question de l'occupation qui demeure la source principale des souffrances des Palestiniens. Le peuple palestinien a le droit comme tous les peuples du monde de vivre dignement et de créer son propre État. C'est pour cela que la Namibie soutient la demande d'adhésion de la Palestine comme membre à part entière des Nations Unies, a conclu le représentant.

M. AIDAR SHAKENOV (Kazakhstan) s'exprimant au nom de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) s'est déclaré préoccupé par la situation financière de l'UNRWA avant d'appeler tous les donateurs à combler le déficit de 47,6 millions de dollars annoncé par l'Office. L'OCI s'inquiète aussi que ce déficit soit devenu structurel et appelle les États Membres à faire tous les efforts pour répondre aux besoins de financement du budget biennuel 2012-2013, avec des ressources prévisibles. L'OCI appuie par ailleurs les demandes de financements additionnels et soutient les recommandations du Secrétaire général en ce sens.

M. Shakenov a déclaré que l'OCI est préoccupé par un manque de progrès dans la reconstruction de la bande de Gaza. Le processus d'approbation des biens doit être accéléré et les strictes restrictions frappant leur circulation doivent être levée, a-t-il lancé. Enfin, l'OCI est alarmé par le déplacement forcé des réfugiés et autres Palestiniens en Cisjordanie et condamne fermement ces actions qui sont des violations du droit international, a conclu le représentant.

M. STEPHANE REY (Suisse) a jugé impératif que l'UNRWA continue de remplir son mandat de la meilleure manière qui soit, en coopération avec les autorités nationales et locales. Cela est particulièrement important en Syrie où la situation économique s'est considérablement détériorée ces derniers mois, a-t-il ajouté, avant d'appeler le Gouvernement libanais à traduire dans les faits la législation adoptée par le Parlement en 2010 pour faciliter l'accès des réfugiés à l'emploi. Le représentant a aussi rappelé qu'à maintes reprises la communauté internationale avait reconnu le rôle central de l'UNRWA. Dans ce contexte la Suisse appelle les donateurs à un engagement plus marqué et apporte son soutien aux recommandations du Secrétaire général visant à prélever 5 millions de dollars additionnels sur le budget ordinaire de l'ONU. Pour sa part, la Suisse maintiendra son engagement financier à son niveau actuel, a indiqué le représentant suisse.

M. Rey a également estimé qu'alors qu'il est sans cesse plus difficile de trouver les fonds nécessaires, l'optimisation de l'efficacité des services proposés est essentielle pour fournir sur le long terme des services de qualité au plus grand nombre possible. Sous cet angle, la Suisse salue les progrès signalés dans le développement organisationnel de l'UNRWA et sa stratégie de réforme en cours. Depuis 2004, la Suisse apporte son soutien au processus de réforme et reste disposée à poursuivre son engagement, notamment sous forme de contributions affectées et de détachement stratégique, a conclu le représentant.

Mme GRETA GUNNARSDOTTIR (Islande) a fait part des préoccupations de sa délégation face à la situation des réfugiés palestiniens à Jérusalem-Est. Elle a rappelé que les colonies de peuplement israéliennes sont illégales au titre du droit international et a exhorté Israël à y mettre fin immédiatement, et à en faire de même concernant la construction du mur de séparation. Elle a également réitéré que le blocus de Gaza est contraire au droit international humanitaire et a exigé qu'il soit immédiatement levé.

Après avoir rendu hommage au travail humanitaire de l'UNRWA, elle a insisté sur l'importance de la reconstruction du camp de Nahr el-Bared par l'Office, rappelant que des milliers de personnes y vivent toujours dans des abris temporaires. Elle a exhorté les autorités libanaises à lever toutes les restrictions d'accès à ce camp. Mme Gunnarsdottir a dit qu'il ne fait pas de doute que, sans l'appui de la communauté internationale, l'Office ne sera pas en mesure de combler son déficit

financier, qui sera de 47 millions de dollars d'ici la fin 2011, et a appelé les États Membres à poursuivre, voire renforcer leurs contributions financières à l'UNRWA en dépit de la situation économique mondiale actuellement difficile. L'Islande est d'avis que le sort des réfugiés palestiniens ne reçoit pas l'attention qu'il mérite, à part les questions qui relèvent du « statut final » du processus de paix au Moyen-Orient. Elle appelle la communauté internationale à se pencher davantage sur leurs conditions de vie et leurs perspectives d'avenir, a dit la représentante.

M. MOHAMMED SULTAN AL-KUWARI (Qatar) s'est aligné sur la déclaration de l'Organisation de la coopération islamique, avant de saluer les efforts de l'UNRWA et la stratégie adoptée en vue de fournir des services éducatifs aux Palestiniens. Néanmoins ces efforts risquent d'être vains si les autorités israéliennes continuent de raffermir les conditions imposées au peuple de Gaza, a-t-il déclaré. Dans ce contexte, le représentant a demandé à la communauté internationale d'assumer ses responsabilités en faisant pression sur Israël, afin qu'il cesse toute attaque armée sur les populations civiles du Territoire occupé. Le problème palestinien ne pourra être résolu avant que ne soit résolue la question des réfugiés et de leur indemnisation, comme l'exigent des résolutions des Nations Unies.

Mme MARIA VALESKA VIVAS (Venezuela) a commencé par féliciter les Palestiniens pour leur accession hier à l'UNESCO, en dépit des menaces de coupes budgétaires de la part d'un de ses membres. C'est bien là, la preuve que la Palestine existe, s'est-elle exclamée et cela en dépit de l'argument sans cesse invoqué par Israël, depuis 60 ans, que les Palestiniens n'avaient pas de pays. « Une terre sans peuple pour un peuple sans terre », voilà la situation ironique du peuple palestinien, a-t-elle constaté à regret, dénonçant l'attitude complice de l'Occident face à cet acte pour effacer la mémoire palestinienne. Pour elle, cette attitude se traduit aujourd'hui encore par la poursuite des colonies de peuplement israéliennes, les expulsions forcées des Palestiniens à Jérusalem-Est et la construction du mur de séparation, en toute impunité. Pour sa délégation, il ne fait aucun doute que le travail accompli par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient a eu et continue d'avoir un impact positif majeur sur la vie des réfugiés palestiniens. La seule issue possible pour le Venezuela reste l'établissement d'un État palestinien indépendant avec Jérusalem-Est pour capitale, où il sera possible aux réfugiés palestiniens de rentrer chez eux. En attendant, il faut que la communauté internationale continue d'appuyer l'Office par des ressources financières suffisantes pour lui permettre de mener à bien sa mission, a soutenu la déléguée. Elle a réitéré la position du Venezuela qui appuie la demande de la Palestine à devenir membre à part entière des Nations Unies.

M. HASAN SH J Y A ABULHASAN (Koweït) a déclaré que la poursuite des violences contre les palestiniens le maintien des restrictions vont s'empirer et risquent d'aggraver davantage la situation des populations civiles et des réfugiés. Il est important que la communauté internationale aide à lever l'embargo qui pèse sur les Palestiniens, a ajouté le représentant, avant d'indiquer que son pays avait augmenté ses contributions à l'UNRWA, passant de 1,5 millions à 2 millions de dollars. Dans ce contexte, le Koweït a appelé les autres donateurs à honorer leurs engagements. De même, la communauté internationale doit poursuivre ses efforts pour que le peuple palestinien vive en paix. Ils ont droit à un État, conformément aux résolutions des Nations Unies, a conclu le représentant.

Mme MARIA TERESA PESSÔA (Brésil) rappelant son soutien au rôle important de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), et son soutien au peuple palestinien, a souligné que son pays a apporté en 2010 la somme de 500 000 dollars à la reconstruction du camp de Nahr el-Bared au Liban et 200 000 dollars à des projets de développement de l'UNRWA, puis 1,4 million de dollars en 2011.

Jugeant la situation humanitaire à Gaza intolérable, la représentante du Brésil a demandé la réouverture immédiate des frontières et la levée du blocus israélien. Elle a appelé à faire davantage d'efforts pour soutenir les réfugiés palestiniens au Liban, et elle s'est alarmée de la situation financière de l'UNRWA qui risque de mettre à mal sa mission. Elle a soutenu la recommandation du Secrétaire général d'accroître les ressources de l'UNRWA à partir du budget ordinaire de l'ONU, tout en saluant les efforts de transparence de l'agence en matière financière.

Pour M. ERTUĞRUL APAKAN (Turquie), le rôle vital que joue l'UNRWA depuis soixante ans pour préserver la stabilité dans la région du Moyen-Orient ne saurait être assez rappelé. Il a déploré les difficultés financières structurelles auxquelles se heurte l'Office et a estimé qu'elles doivent être le plus rapidement levées dans la mesure où la question des réfugiés palestiniens est une responsabilité internationale. Il a exhorté tous les États Membres à tenir compte des recommandations du Groupe de travail sur le financement de l'Office, notamment celle relative à la prise en charge d'une plus grande partie du budget de l'UNRWA par le budget général de l'ONU, et il a demandé l'élargissement de la liste des bailleurs de fonds de l'Office. Pour sa part, a dit le représentant, la Turquie a doublé ses contributions nationales à l'Office cette année. Il a également plaidé en faveur de la levée de tous les autres obstacles, directs ou indirects qui peuvent être posés à la conduite des travaux de l'Office, citant à ce titre la situation embarrassante créée par le blocus de Gaza. Alors que l'UNRWA travaille de façon remarquable pour améliorer la vie des 4,8 millions de réfugiés palestiniens, il ne faut pas perdre de vue la nécessité de parvenir à un règlement durable de la question du Moyen-Orient qui passe par la création d'un État palestinien indépendant, a soutenu le représentant.

M. AMINE CHABI (Maroc) a rappelé que les taux de croissance de la population de réfugiés et le taux de chômage des Palestiniens, chiffrés respectivement à 4,2% par rapport à 2010 et à 29,4% en 2010, constituent des difficultés supplémentaires pour l'UNRWA. Dans ce contexte, le représentant a déclaré soutenir le processus de réforme de l'UNRWA, soulignant toutefois que la fourniture des services et des prestations aux réfugiés doit rester l'objectif principal de l'Office. Le représentant a ensuite souligné qu'avec 30 000 fonctionnaires, l'Office doit répondre aux besoins de plus de 750 000 réfugiés palestiniens et assurer la protection de 5 millions d'autres réfugiés éparpillés à Gaza, en Cisjordanie, au Liban, en Syrie et en Jordanie. Ces chiffres extrêmes montrent les conditions dans lesquelles l'Office essaie de remplir son mandat, a ajouté le représentant du Maroc. Dans ces conditions, la situation difficile des Palestiniens est une source de préoccupation pour le Maroc, a ajouté le représentant, en soulignant que son pays a appuyé la demande d'adhésion de la Palestine aux Nations Unies, en tant que Président du Comité Al-Quds de l'Organisation de la coopération islamique. Par ailleurs, en 2010, le peuple marocain a fait don de 7 millions de dollars pour la reconstruction d'écoles et d'hôpitaux à Jérusalem, et une organisation non-gouvernementale marocaine a collecté 85 000 dollars qui iront à l'UNRWA pour le financement d'un programme de santé.

M. MOHD. ISHRIN MOHD. ISHAK (Malaisie) a estimé qu'en dépit de difficiles conditions de travail, le dévouement de l'UNRWA à fournir les services essentiels à près de 5 millions de réfugiés palestiniens constitue le témoignage de son engagement à l'égard de la cause palestinienne. L'occupation illégale d'Israël est la cause des souffrances des Palestiniens, a-t-il estimé, en soulignant que depuis plus d'un demi-siècle, ce pays a constamment violé le droit international, et notamment le droit humanitaire et des droits de l'homme. Tout comme les civils palestiniens, les personnels de l'UNRWA sont victimes des actes malveillants d'Israël, a-t-il dit. En dépit de l'« allègement » annoncé, en juin 2010, par le Gouvernement israélien, le blocus illégal imposé par Israël continue d'étouffer les populations de Gaza, tout en ayant un impact négatif sur les projets de reconstruction engagés par l'UNRWA. C'est dans ce contexte que le représentant a exhorté la communauté internationale à entreprendre toutes les démarches pour assurer la libre circulation des produits essentiels et des produits commerciaux, particulièrement des matériaux de construction, à Gaza, en vue d'alléger les souffrances des populations. Avant de conclure, M. Mohd. Ishak s'est inquiété de la situation de sous-financement de l'UNRWA qui, selon lui, requiert une attention accrue de la communauté internationale.

Mme PHILIPPA KING (Australie) a salué l'accent mis sans discontinuité par l'UNRWA sur la responsabilité fiscale et la réforme de l'organisation, nécessaire pour augmenter la transparence et l'efficacité de l'acheminement de l'aide. Nous sommes conscients des pressions importantes auxquelles est confrontée l'Office dans cette période économique difficile, a-t-elle ajouté. L'Australie salue les nouvelles contributions apportées par les donateurs non traditionnels et appelons aussi les autres pays, notamment les pays de la région, à continuer d'augmenter leur soutien en tant que démonstration tangible de leur soutien au peuple palestinien. La décision de l'Australie d'augmenter sa contribution à l'UNRWA au cours des cinq dernières années placera l'Australie parmi les 10 plus importants donateurs et reflète la valeur que nous accordons au travail de l'Office, a expliqué la représentante. Elle a par ailleurs indiqué que les contributions de l'Australie pour le Comité ad hoc de liaison de l'aide aux Palestiniens allaient excéder les 300 millions de dollars. Enfin, la représentante a expliqué que son pays soutenait fermement la solution négociée à deux États vivant en sécurité côte à côte.

M. PREM CHAND GUPTA (Inde) a souligné l'importance du rapport du Secrétaire général qui met en évidence les sévères défis auxquels doit faire face l'UNRWA, le premier étant la crise du financement, a dit le représentant de l'Inde en saluant les efforts de l'Agence pour élargir la base des donateurs. Le représentant de l'Inde a aussi fait siens les appels du Commissaire général de l'UNRWA pour que soient retirées toutes les restrictions à la circulation des marchandises et du personnel de l'Office. Il a dit qu'une plus grande simplification des processus d'approbation pour le transport du matériel humanitaire de l'UNRWA aiderait beaucoup la population dans le besoin. M. Gupta a indiqué que depuis l'année 2009-2010, l'Inde a porté sa contribution à l'UNRWA à 1 million de dollars, en addition d'une contribution spéciale de 1 million de dollars en réponse à l'appel éclair 2010. Durant les deux dernières années, a-t-il ajouté, l'Inde a accordé une contribution annuelle de 10 millions de dollars au budget de l'Autorité palestinienne. Il a mis l'accent sur l'appui du Gouvernement indien au renforcement des capacités et à la gestion des ressources humaines de l'Autorité palestinienne. Il a rappelé le soutien de l'Inde à la lutte du peuple palestinien pour obtenir un État souverain, indépendant et viable, ayant comme capitale Jérusalem-Est.

Mme MIRA DAHER (Liban) a tenu à expliquer que depuis la « Naqba » en 1948, le peuple palestinien est déraciné de sa patrie et soumis aux hostilités israéliennes. Par conséquent, il ne suffit pas de mettre l'accent sur les services offerts et le déficit financier structurel de l'UNRWA, car on risque d'occulter la vraie question qui est celle du droit au retour des réfugiés palestiniens. En attendant la réalisation de ce droit, il revient à la communauté internationale de soutenir financièrement l'Office, car c'est une responsabilité collective d'assurer les services de base dont ont besoin les réfugiés, a soutenu la déléguée.

La représentante du Liban a dit que l'allègement du blocus de Gaza n'en fait pas moins une violation du droit international par Israël. Rappelant que le Liban accueille près de 400 000 Palestiniens dans 12 camps et 16 autres structures, elle a affirmé que son pays est conscient des difficultés que connaissent les réfugiés. Elle en veut pour preuve la récente décision des autorités libanaises d'accorder le droit de travailler aux réfugiés palestiniens.

La délégation libanaise estime que le sort des réfugiés palestiniens est à la fois une question politique et humanitaire, a dit la représentante. Israël doit respecter le droit au retour des réfugiés et il appartient à la communauté internationale, qui a la responsabilité politique de défendre ce droit, d'exercer des pressions sur Israël pour qu'il le respecte.

M. ZAHEER LAHER (Afrique du Sud) s'est déclaré satisfait de la prolongation du mandat de l'UNRWA, compte tenu de la situation des réfugiés sur le terrain. Pour autant la communauté internationale ne doit pas s'habituer à la présence de l'UNRWA, a ajouté le représentant. Il a ensuite salué les progrès de l'Office, notamment en ce qui concerne la fourniture de services éducatifs avant de souligner que toutefois de nombreux défis demeurent. Dans ce contexte, M. Laher a appelé tous les gouvernements à contribuer généreusement au budget de l'Office. Pour sa part, l'Afrique du Sud appuie financièrement et politiquement l'Office. Par ailleurs, les aspirations du peuple palestinien ne sauraient être niées plus longtemps, a-t-il ajouté, estimant que la demande d'adhésion de la Palestine en tant que membre à part entière des Nations Unies doit être appuyée par tous.

Mme DAY LENIS MORENO (Cuba) a regretté les difficultés financières structurelles que rencontre l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) alors même qu'il s'agit de l'organe principal de l'aide humanitaire aux réfugiés palestiniens depuis soixante ans. Soulignant que le véritable problème reste l'occupation illégale des territoires palestiniens par Israël, elle a indiqué que la délégation cubaine exige qu'on y mette fin et qu'Israël lève immédiatement son blocus de la bande de Gaza. Pour la représentante, la situation n'a que trop duré, et on ne peut pas continuer à refuser au peuple palestinien son droit à l'autodétermination. Par conséquent Cuba appuie avec force la demande d'adhésion de la Palestine aux Nations Unies. Cuba exhorte le Conseil de sécurité à se pencher sur cette question en mettant de côté sa politique du deux poids deux mesures qui a prévalu jusque là dans les discussions sur la question palestinienne.

Soulignant les conditions difficiles dans lesquelles opère l'Office, la représentante de Cuba a souligné l'importance de l'appui financier et des garanties accordées à l'UNRWA pour qu'il puisse mener à bien son mandat. Son déficit budgétaire représente un véritable danger au développement socioéconomique des réfugiés palestiniens et se traduira par une détérioration de leurs conditions de vie, a-t-elle averti.

M. FAYSAL ALZAYANI (Bahreïn) a déclaré que le problème de l'occupation est au cœur de la question palestinienne et que les conclusions figurant dans les deux rapports permettent de donner lieu à une série de conclusions sur la situation des réfugiés. Le représentant est également revenu sur les restrictions imposées par Israël sur les territoires palestiniens, estimant qu'elles constituent une entrave au développement économique de ces territoires et à la capacité d'action de l'UNRWA. La question de Palestine est une question humanitaire et politique, a aussi déclaré le représentant, ajoutant que l'Office est devenu une institution permanente qui doit exister tant que la question de Palestine ne sera pas résolue.

Pour M. AUGUSTINE NWOSA (Nigéria) les conditions de vie difficiles des 4,8 millions de réfugiés palestiniens heurtent depuis soixante ans la conscience collective de l'humanité. Il a dénoncé le refus et les violations continus des droits de l'homme des réfugiés palestiniens par les autorités israéliennes et a appelé au respect de leurs obligations sous le droit humanitaire international, en vertu du respect universel des droits de l'homme. Abordant la question des difficultés financières de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), le représentant a estimé que, compte tenu du taux de croissance démographique de la population palestinienne dans les camps de réfugiés, il est impératif de financer l'Office de manière adéquate. Il a remercié les donateurs pour l'appui qu'ils apportent à l'Office par leurs contributions volontaires.

M. TORU SUGIO (Japon) a rappelé l'importance que son pays attache à la question des réfugiés palestiniens dans le processus de paix au Moyen-Orient. Il a ensuite rappelé les efforts financiers déployés par le Japon depuis plusieurs décennies pour leur venir en aide, notamment en soutenant financièrement l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Le représentant s'est d'ailleurs inquiété de la situation financière délicate de l'agence à l'heure actuelle, précisant que son pays a versé en février dernier 10 millions de dollars supplémentaires à l'Office, avant d'appeler toute la communauté internationale à maintenir son soutien à l'UNRWA et aux réfugiés palestiniens.

Abordant également la question de la construction d'un Etat palestinien, le représentant a rappelé qu'un Etat palestinien viable a besoin de créer des fondations économiques et industrielles solides et de développer des institutions administratives et des ressources humaines adaptées. C'est à cette fin que le Japon a soutenu ou mis en place plusieurs programmes d'assistance directs aux palestiniens, en particulier via une initiative baptisée « couloir de paix et de prospérité », qui promeut le développement de la Vallée du Jourdain à travers divers projets comme la construction d'un parc agricole et industriel, et d'un système d'épuration des eaux usées à côté de Jéricho. Il a ajouté que depuis 2007, le Japon participait également à des projets consacrés au renforcement des institutions de l'Autorité palestinienne, dont certains menés en coopération avec des États d'Asie comme l'Indonésie et la Malaisie.

M. ABDULKALAM ABDULL MOMEN (Bangladesh) a déclaré que les restrictions à la liberté de circulation des personnels et véhicules de l'UNRWA entravent lourdement les capacités de travail de l'Office. Dans ce contexte, le Bangladesh demande à Israël de lever ces restrictions et de ne pas interférer dans les activités de l'Office en vue de lui faciliter la réalisation de son mandat. Le représentant a ensuite déclaré que la situation à Jérusalem-Est et en Cisjordanie est très inquiétante, d'autant que les Palestiniens continuent de souffrir des restrictions israéliennes et que les implantations de colonies de peuplement israéliennes poursuivent. En conclusion, le représentant a appelé la communauté internationale à répondre généreusement à l'appel financier de l'Office.

M. EZZIDIN BELKHEIR (Libye) a dit qu'il ne fait aucun doute que l'occupation militaire et la politique de colonies de peuplement des autorités israéliennes d'occupation, ainsi que les nombreuses restrictions qu'elles imposent aux Palestiniens dans le Territoire palestinien occupé, représentent les défis majeurs auxquels se heurte l'Office de secours et de travaux des Nations Unies

pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient dans la réalisation de son mandat. Il s'agit, a dit M. Belkheir, de violations claires du droit international humanitaire et, par conséquent, la responsabilité juridique en incombe aux autorités israéliennes qui doivent se conformer au droit international. Pour la délégation libyenne, cela signifie notamment qu'Israël doit lever le blocus de la bande de Gaza et arrêter la construction du mur de séparation, ainsi que toutes ses activités de peuplement. La violation persistante des droits légitimes des Palestiniens impose une forme de statu quo sur le terrain, a constaté le représentant. Il a souligné que cela bloque tout progrès dans le règlement du conflit israélo-palestinien. En attendant ce règlement, l'Office doit continuer d'apporter son soutien aux réfugiés palestiniens, ce qui suppose qu'il puisse disposer des ressources financières nécessaires à la réalisation de son mandat, a conclu le délégué.

M. MAFIROANE MOTANYANE (Lesotho) s'est inquiété des difficultés croissantes de l'UNRWA de fournir des abris et de la nourriture aux réfugiés palestiniens en raison de la politique du blocus d'Israël. Il a jugé que la levée du blocus est une priorité urgente. Le représentant du Lesotho a aussi fait part de sa préoccupation au sujet des difficultés financières de l'UNRWA qui limitent la capacité de l'Office à répondre aux besoins des Palestiniens en matière d'accès à l'eau, à l'éducation et à la santé. Il a remercié les donateurs de l'UNRWA tout en les invitant à augmenter leurs contributions. Il a également jugé nécessaire d'élargir la base des donateurs dans le souci d'aider les Palestiniens à jouir de leur droit au développement.

Remarque de clôture

M. FILIPPO GRANDI, Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, a, dans ses remarques de clôture du débat général, remercié toutes les délégations pour le soutien apporté à l'Office, ajoutant que le soutien financier est aussi important que le soutien politique, en particulier compte tenu du contexte actuel.

M. Grandi a aussi déclaré que l'UNRWA poursuivra l'exécution de son mandat et s'évertuera encore à offrir des services aux réfugiés palestiniens tout en continuant d'améliorer la qualité de ses prestations. Par ailleurs, l'UNRWA continuera de plaider publiquement et, en privé, en faveur du respect de tous les droits de la Palestine.

M. Grandi a ensuite remercié la délégation de la Palestine et l'Autorité palestinienne pour le soutien apporté à l'UNRWA sur le terrain, avant d'ajouter avoir pris note des remarques de la délégation israélienne. Dans le même ordre, il a remercié Israël, qualifié de « partenaire » pour sa coopération et pour les mesures d'allègement du blocus de Gaza qui ont permis d'y achever certains projets, dont la construction d'écoles. Toutefois, il a déclaré partager l'avis des délégations, s'agissant du caractère contreproductif et illégal de ce blocus. Poursuivant son intervention, le Commissaire général de l'UNRWA a demandé au Gouvernement libanais de mettre en œuvre la loi permettant aux réfugiés palestiniens d'accéder au marché du travail. Il a enfin remercié tous les bailleurs de fonds, traditionnels et non traditionnels, en particulier les pays arabes, dont les contributions ont augmenté ces dernières années, a-t-il ajouté, avant de les inviter à contribuer davantage au budget régulier de l'UNRWA et pas seulement à des projets spécifiques.

* * * *